

3° In § 1, 2de lid, wordt 4° als volgt aangevuld : « In afwijking daarvan worden de activiteiten die door een huiswerkinstituut worden gevoerd op verschillende plaatsen, voor zover op elke plaats het instituut toegankelijk is na de schooluren, minstens 1 uur per openingsdag, minstens 3 uur per schoolweek verdeeld over minstens 2 dagen, gedurende minstens 20 weken per jaar tussen 1 september en 30 juni, beschouwd als deel uitmakende van een enkele activiteitenvestiging;

4° § 1, 2de lid, 7° wordt geschrapt.

5° In § 2 worden de woorden « 30 oktober » vervangen door « 30 september ».

**Art. 5.** In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In punt *a*) worden de volgende woorden geschrapt :

« evenals de actieve deelname aan het lokale coördinatieprogramma voor het kind dat opgericht werd krachtens het decreet van 3 juli 2003 inzake de coördinatie van de opvang van de kinderen in hun vrije tijd en inzake de ondersteuning van de buitenschoolse opvang »

2° In punt *b*) worden de woorden « van maandag tot en met vrijdag » ingevoegd tussen de woorden « tot het aantal » en de woorden « opgevangen kinderen tussen 6 en 15 jaar oud ».

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2006, met uitzondering van artikel 4, 5°, dat in werking treedt op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch* Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

De Minister-Présidente,  
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA.

De Vice-Présidente  
en Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET.

De Vice-Président en Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN.

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS.

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN.

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK.

Nota

(1) *Zitting 2006 - 2007*

Stukken van de Raad : — Decreetontwerp nr. 318-1 — Commissieamendementen, nr. 318-2

Verslag nr. 318-3. — Vergaderingsamendement nr. 318-4

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 januari 2007.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 1115

[2007/200575]

**22 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant exécution du décret du 17 juillet 2002  
relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales et plus particulièrement ses articles 6, 8, 9, 11, 13 alinéa 2, 14 alinéa 2, 17 et 28;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 21 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 janvier 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 39.780/4, donné le 20 février 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture;

Après délibération :

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre qui a la Culture dans ses attributions;

2° « Administration » : le service du Ministère de la Communauté française compétent pour les musées;

3° « plan triennal » : le plan d'optimisation des fonctions muséales établi sur 3 ans;

4° « Conseil » : le Conseil des Musées et des autres Institutions muséales visé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement des instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et plus particulièrement à ses articles 15 et 16;

5° « Décret » : le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales.

CHAPITRE 2. — *De la reconnaissance des musées et autres institutions muséales de la Communauté française*

**Art. 2.** La demande de reconnaissance qui n'a pas déjà fait l'objet d'un refus du ministre peut être introduite chaque année, au plus tard le 30 juin.

La demande est introduite auprès de l'Administration.

Le dossier de demande de reconnaissance est établi en quatre exemplaires et comprend au moins les éléments suivants :

- 1° le numéro d'entreprise du demandeur s'il est constitué sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° les comptes, bilan, rapport d'activités du demandeur se rapportant à l'année précédant la demande dès approbation par son organe habilité pour ce faire;
- 3° ses budget et programme d'activités de l'année en cours;
- 4° sa déclaration sur l'honneur de ce que l'institution ne contient pas de biens acquis de manière illicite et qu'elle n'a pas pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes;
- 5° sa déclaration sur l'honneur de ce que le musée ou l'institution est installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par contrat de bail écrit d'une durée d'au moins quinze ans;
- 6° un plan triennal stratégique et opérationnel d'optimisation des fonctions muséales, tel que décrit à l'article 9 du décret;
- 7° les publications relatives au musée ou l'institution muséale et réalisées par le demandeur durant l'année précédant la demande.

Lorsque la demande de reconnaissance concerne un musée, le demandeur indique en sus la catégorie de classement souhaitée. Il justifie également les conditions fixées par l'article 8 du décret telles que détaillées, pour chaque catégorie, aux articles 5, 6 et 7 du présent arrêté.

**Art. 3.** L'Administration notifie la recevabilité de la demande de reconnaissance au demandeur dans les 30 jours de la réception de la demande. Le cas échéant, elle indique les pièces manquantes du dossier.

Le Conseil donne son avis conformément à l'article 9, § 2, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel.

Le Ministre notifie sa décision et l'avis du Conseil au demandeur par lettre recommandée, dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par le Conseil. Si le demandeur est un musée, le Ministre se prononce également sur la demande de classement.

Si le Ministre ne fait pas droit à la demande, le demandeur peut la renouveler au plus tôt 6 mois après la notification de la décision et selon la procédure décrite aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

**Art. 4.** A dater de sa notification, la reconnaissance est valable 3 ans.

Si l'institution muséale ou le musée souhaite obtenir le renouvellement de sa reconnaissance, la demande doit être introduite dans les six mois précédant l'année d'échéance de la reconnaissance et selon la procédure détaillée aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

L'institution muséale ou le musée peut demander une modification de sa reconnaissance ou de son classement, selon la procédure détaillée aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

CHAPITRE 3. — *Répartition des musées en catégorie*

**Art. 5.** Pour être classés dans la catégorie C, les musées doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° Développer la cohérence de la collection gérée et en assurer sa pérennité;
- 2° Présenter un équilibre des fonctions muséales établi selon l'examen des critères muséaux au sein du plan triennal;
- 3° Présenter une politique de gestion des collections comprenant les objectifs scientifiques et culturels, le mode de collecte des pièces, la proportion de la collection appartenant au musée, aux différents pouvoirs publics, et aux autres déposants éventuels, la procédure de contrôle de l'état de conservation des pièces lors de leur mouvement ainsi que le personnel, les locaux, les formations continuées, et le budget consacrés à ces missions de formation;
- 4° Avoir entamé l'inventaire informatisé d'au moins 20 % des pièces représentatives du patrimoine culturel de la Communauté française entrées dans la collection permanente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, ainsi que les pièces appartenant au musée et destinées à faire objet du programme d'exposition et présenter tous les trois ans le taux d'exécution du programme d'inventorisation informatisée, détaillé année par année;
- 5° Participer autant que faire se peut à la mise en réseau des inventaires informatisés;
- 6° Utiliser un guide de la gestion des risques (sécurité, préservation, conservation, détection contre le vol, incendie, vandalisme, et caetera) et le relevé des procédures adaptées à la nature des collections devant être mises en œuvre par le personnel concerné;
- 7° Disposer de locaux distincts et appropriés pour les activités techniques, éducatives, d'accueil du public, ainsi que les espaces et locaux prévus par les réglementations du travail;
- 8° Disposer les collections dans des locaux d'exposition ou de conservation répondant aux normes définies par le Conseil international des Musées (ICOM) et dispenser les accréditations d'accès aux réserves;
- 9° Formaliser des partenariats avec les institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique ou touristique;
- 10° Organiser des activités culturelles et/ou pédagogiques adaptées à l'ensemble des publics, particulièrement de publics socialement et culturellement diversifiés;
- 11° Posséder et/ou détenir des pièces présentant un intérêt scientifique et susceptibles de faire l'objet d'un classement par la Communauté française conformément au décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française et particulièrement ses articles 4 et suivants;
- 12° Produire au moins une publication pendant les trois ans de la convention sous format papier ou numérique comprenant au moins des articles de mise en valeur des collections et/ou des brochures éducatives et pédagogiques liées aux activités permanentes et temporaires du musée;
- 13° Mener une politique triennale d'exposition;

14° Présenter un programme d'activités pédagogiques;

15° Disposer d'un personnel composé notamment d'un directeur ou d'un conservateur diplômé de l'enseignement supérieur. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené la politique de collecte documentée ayant conduit à la création du musée, l'obligation relative au diplôme peut être levée par le Ministre;

16° Etre accessible au public 250 jours par an suivant l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret. Une dérogation peut être accordée en cas de nécessité pour assurer le maintien ou l'optimalisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.

**Art. 6.** Pour être classés dans la catégorie B les musées doivent répondre aux conditions énumérées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup>, sans préjudice des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Avoir réalisé l'inventaire informatisé des collections et avoir déterminé une priorité d'inventorisation des pièces;

2<sup>o</sup> Mener un programme de recherche et d'étude triennal, ouvert aux chercheurs extérieurs, comprenant la participation à des pôles de recherche nationaux ou internationaux en lien avec des universités et instituts de recherche;

3<sup>o</sup> Disposer d'un centre de documentation, accessible au public au minimum 3 jours par semaine;

4<sup>o</sup> Posséder des pièces majeures en ce qu'elles répondent à au moins deux critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française;

5<sup>o</sup> Contribuer à la mise en réseau d'actions et échanges au sein des musées ainsi qu'aux coopérations avec des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique;

6<sup>o</sup> Produire une publication par an sous format papier ou numérique comprenant au moins des articles de mise en valeur des collections ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée;

7<sup>o</sup> Etablir une politique d'exposition comprenant la création ou l'accueil de deux expositions pendant la période triennale, ainsi que la production sous format papier ou numérique de la documentation y afférente;

8<sup>o</sup> Etablir une structure chargée de la réalisation du programme pédagogique;

9<sup>o</sup> Disposer d'une politique de communication au moins bilingue orientée vers les publics socialement et culturellement diversifiés et utiliser de façon optimale divers moyens d'information;

10<sup>o</sup> Disposer d'un personnel comprenant notamment un directeur ou un conservateur engagé à temps plein, et un responsable du service éducatif diplômés de l'enseignement supérieur. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené la politique de collecte documentée ayant débouché sur la création du musée, l'obligation relative au diplôme peut être levée par le Ministre.

L'organigramme du personnel doit détailler pour chaque membre : statut, missions, qualifications, formations complémentaires, formations suivies depuis l'entrée en vigueur du décret ainsi que la politique de formation définie par l'institution;

11<sup>o</sup> Etre accessible au public 300 jours par an suivant l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> du décret. Une dérogation peut être accordée pour assurer le maintien ou l'optimalisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.

**Art. 7.** Pour être classés dans la catégorie A, les musées doivent répondre aux conditions énumérées aux articles 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 11<sup>o</sup> et 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> sans préjudice des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Posséder et/ou détenir des biens mobiliers présentant un intérêt exceptionnel en ce qu'ils répondent à au moins trois critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française et/ou des trésors tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b, du même décret;

2<sup>o</sup> Mener une politique proactive de publication de mise en valeur des collections dans des revues scientifiques;

3<sup>o</sup> Prendre chaque année des initiatives pour la mise en réseau d'actions et échanges entre musées et initier des coopérations et participations à des pôles se rapportant aux domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique;

4<sup>o</sup> Produire au moins deux ouvrages par an sous format papier ou numérique ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires de l'institution;

5<sup>o</sup> Définir une politique triennale d'exposition comprenant au minimum la création annuelle d'une exposition et l'accueil d'une exposition, ainsi que la production sous format papier ou numérique des catalogues, avec résumés multilingues, et dossiers pédagogiques correspondants;

6<sup>o</sup> Disposer d'une politique de communication multilingue et utilisant de façon optimale l'ensemble des moyens d'information;

7<sup>o</sup> Disposer d'un personnel comprenant notamment un directeur ou un conservateur titulaire d'une licence ou d'un master et engagé à temps plein ainsi que d'un responsable du service éducatif diplômé de l'enseignement supérieur. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené la politique de collecte documentée ayant débouché sur la création du musée, la condition de diplôme peut être levée par le Ministre.

8<sup>o</sup> Etre accessible au public tout au long de l'année, 6 jours par semaine, en ce compris les samedi et dimanche. Une ou plusieurs fermetures planifiées à concurrence d'un total de 15 jours sont autorisées. Une dérogation peut être accordée pour assurer le maintien ou l'optimalisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.

#### CHAPITRE 4. — *De l'octroi de subventions*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Des subventions annuelles aux musées reconnus*

**Art. 8.** Conformément aux articles 9 et 10 du décret, le Ministre octroie au musée reconnu une subvention annuelle en fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de ses recettes propres.

La subvention est allouée à partir de l'année civile suivant l'année au cours de laquelle le Ministre a notifié sa décision de reconnaissance.

Une convention dont le terme coïncide avec l'échéance de la reconnaissance fixe les modalités secondaires ou de détails par rapport aux arrêtés d'octroi de la subvention.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'échelle des subventions liées aux catégories énumérées aux articles 5 à 7 du présent arrêté est arrêtée de la manière suivante :

- 1° En catégorie C : de 5.000 à 69.999 euros;
- 2° En catégorie B : de 70.000 à 249.999 euros;
- 3° En catégorie A : de 250.000 à 500.000 euros.

§ 2. Les subventions allouées peuvent être augmentées annuellement sur base de l'indice moyen des prix à la consommation et selon la formule suivante :

SUBVENTION DE BASE × NOUVEL INDICE

INDICE DE DEPART

La subvention de base est celle initialement allouée. Le nouvel indice est l'indice du mois précédant la date anniversaire de la conclusion de la convention visée à l'article 8, alinéa 2, du présent arrêté. L'indice de départ est l'indice du mois précédant l'entrée en vigueur de la convention.

*Section 2.* — Des subventions aux institutions muséales reconnues exerçant des activités permanentes de préservation ou de mise en valeur de leur patrimoine

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut octroyer aux institutions muséales reconnues une subvention s'élevant à 40 % de leurs dépenses relatives aux activités permanentes de préservation ou de mise en valeur de leur patrimoine.

Les dépenses de personnel des institutions muséales reconnues ne sont pas prises en compte dans le calcul de cette subvention qui est plafonnée à 15.000 euros.

§ 2. Pour bénéficier de la subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'institution muséale reconnue doit :

- a) Disposer d'un plan de préservation;
- b) Disposer d'un plan d'affectation du personnel et des locaux;
- c) Etre accessible au public 250 jours par an;
- d) Disposer d'un plan de collaboration avec les institutions muséales et musées reconnus.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La demande de cette subvention peut être faite chaque année, au plus tard le 30 juin.

L'institution muséale reconnue introduit sa demande auprès de l'Administration.

Le dossier de demande comprend les pièces justificatives de la réunion des conditions énumérées à l'article 10, § 2.

L'Administration notifie la recevabilité de la demande de subvention à la demanderesse, dans les 30 jours de la réception de la demande. Le cas échéant, elle indique les pièces manquantes du dossier.

§ 2. Le Conseil donne un avis conformément à l'article 9, § 2 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel.

§ 3. Le Ministre notifie sa décision et l'avis du Conseil à la demanderesse par lettre recommandée, dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par le Conseil.

*Section 3.* — Des subventions aux mouvements associatifs qui agissent dans l'intérêt des musées et autres institutions muséales

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les mouvements associatifs peuvent bénéficier d'une subvention de maximum 10.000 euros si :

— ils sont constitués sous forme d'association sans but lucratif,

— ils disposent d'un projet circonstancié dont l'objet est la levée de fonds pour l'acquisition de pièces majeures en faveur de musées ou d'institutions muséales reconnues ou la restauration de pièces majeures détenues ou possédées par un musée ou une institution muséale.

La subvention peut couvrir jusqu'à 60 % du coût prévu pour l'acquisition ou la restauration dans la limite des crédits budgétaires.

§ 2. Le Ministre se prononce sur la demande de subvention suivant la procédure détaillée à l'article 11 du présent arrêté.

Le demandeur joint à sa demande de subvention son projet et ses statuts. Il communique également toute pièce supplémentaire à son projet, si demande en est faite par l'Administration après réception de son dossier.

*Section 4.* — Des subventions pour la création d'un musée ou d'une institution muséale visés aux articles 4 et 5 du décret — Des subventions pour permettre à une institution de se mettre en conformité avec les exigences requises pour être reconnue en tant que musée ou institution muséale

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier d'une subvention pour la création d'un musée ou d'une institution muséale visés aux articles 4 et 5 du décret ou pour permettre à une institution la mise en conformité nécessaire à sa reconnaissance en tant que musée, le demandeur doit :

a) Posséder une collection présentant un intérêt scientifique ou culturel pour la Communauté française comprenant éventuellement un ou des biens mobiliers susceptibles de classement comme trésor conformément au décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au Patrimoine immatériel de la Communauté française et particulièrement ses articles 4 et suivants;

b) Disposer d'au moins un membre du personnel justifiant d'une expérience en gestion des collections et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur;

c) Etablir un plan de création ou de mise en conformité;

d) Etablir un plan triennal de développement des fonctions muséales définies dans le décret.

Cette subvention est allouée selon les modalités prévues dans le décret du 17 juillet 2002 réglementant l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles.

§ 2. Le Ministre se prononce sur la demande de subvention suivant la procédure détaillée à l'article 11 du présent arrêté.

Le demandeur joint à sa demande de subvention les pièces justifiant la réunion des conditions énumérées à l'article 13 § 1<sup>er</sup>, du présent arrêté.

CHAPITRE 5. — *De la suspension du versement des subventions et du retrait de la reconnaissance*

**Art. 14.** Les institutions muséales et musées reconnus remettent, à la première demande, les pièces justificatives qui leur sont demandées par l'Administration pour vérifier si les dispositions du décret et du présent arrêté sont respectées. Ils accueillent les agents de l'Administration envoyés dans leurs locaux pour procéder à cette vérification.

L'Administration communique un rapport au Ministre de tout constat de manquement grave et avéré, de négligence ou d'actes contraires à la préservation du patrimoine. Elle joint à ce rapport une proposition de sanctions prévues à l'article 12 du décret.

Le Ministre notifie la proposition de sanction à l'institution muséale ou au musée concerné, par lettre recommandée. Au plus tôt 15 jours et au plus tard 30 jours après cette notification, s'il en fait la demande, le représentant de l'institution muséale ou du musée est entendu par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre transmet le dossier pour avis au Conseil, au plus tard 15 jours après l'audition. Le dossier comprend : le rapport et la proposition de sanction de l'Administration, un compte rendu de l'audition qui s'est déroulée et les pièces complémentaires éventuellement remises par le représentant de l'institution muséale ou du musée lors de celle-ci.

Le Conseil donne un avis motivé au Ministre, dans un délai de 90 jours à dater de sa saisine.

Le Ministre notifie sa décision et l'avis du Conseil à l'institution muséale ou au musée concerné par lettre recommandée, dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par le Conseil.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1115

[2007/200575]

**22 DECEMBER 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002**

**betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, inzonderheid op de artikelen 6, 8, 9, 11, 13, tweede lid, 14, tweede lid, 17 en 28;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 december 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 januari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 39.780/4, gegeven op 20 februari 2006 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging :

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort;

2° "Bestuur" : de dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor de musea;

3° "driejaarlijks plan" : het plan tot optimalisering van de museale functies verspreid over 3 jaar;

4° "Raad" : de Raad voor musea en andere museale instellingen bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

5° "Decreet" : het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning van de musea en andere museale instellingen van de Franse Gemeenschap*

**Art. 2.** De aanvraag om erkenning die niet al geweigerd werd door de minister, kan elk jaar, hoogstens op 30 juni, ingediend worden.

De aanvraag wordt bij het Bestuur ingediend.

Het dossier van de aanvraag om erkenning wordt in vier exemplaren opgesteld en omvat ten minste de volgende elementen :

1° het nummer van de onderneming van de aanvrager indien opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° de rekeningen, balans, activiteitenverslag van de aanvrager met betrekking tot het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag vanaf de goedkeuring door het orgaan dat daarvoor bevoegd is;

3° de begroting en het activiteitenprogramma van het lopende jaar;

4° de verklaring op erewoord dat de instelling geen goederen bezit die op onwettige manier verworven zijn en dat ze zich niet tot doel stelt de rechten van een volk, van een persoon of van een groep te ontkennen of te beknotten;

5° de verklaring op erewoord dat het museum of de instelling ondergebracht is in de gebouwen waarvan hij eigenaar is of het genot krijgt door een schriftelijk huurcontract van een periode van ten minste vijftien jaar;

6° een strategisch en operationeel driejaarlijks plan tot optimalisering van de museale functies, zoals bedoeld in artikel 9 van het decreet;

7° de publicaties over het museum of de museale instelling, gemaakt door de aanvrager tijdens het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag.

Wanneer de aanvraag om erkenning een museum betreft, vermeldt de aanvrager daarenboven de categorie van de verwachte klassering. Hij verantwoordt ook de voorwaarden bedoeld in artikel 8 van het decreet, zoals bepaald, voor elke categorie, in de artikelen 5, 6 en 7 van dit besluit.

**Art. 3.** Het Bestuur deelt de aanvrager mee dat de aanvraag om erkenning ontvankelijk is, en dit binnen de 30 dagen na de ontvangst van de aanvraag. In voorkomend geval, vermeldt het de ontbrekende stukken van het dossier.

De Raad brengt zijn advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector.

De Minister deelt zijn beslissing en het advies van de Raad per aangetekende brief aan de aanvrager mee, en dit binnen de 60 dagen na de ontvangst van het door de Raad uitgebrachte advies. Indien de aanvrager een museum is, spreekt de Minister ook zich uit over de aanvraag om klassering.

Indien de Minister de aanvraag niet inwilligt, kan de aanvrager deze hernieuwen ten vroegste 6 maanden na de mededeling van de beslissing en volgens de procedure beschreven in de artikelen 2 en volgende van dit besluit.

**Art. 4.** Na haar mededeling is de erkenning 3 jaar geldig.

Indien de museale instelling of het museum de hernieuwing van de erkenning wenst te bekomen, moet de aanvraag binnen de zes maanden ingediend worden die voorafgaan aan het vervaljaar van de erkenning en volgens de procedure bepaald in de artikelen 2 en volgende van dit besluit.

De museale instelling of het museum kan een wijziging aanvragen van de erkenning of van de klassering volgens de procedure bedoeld in de artikelen 2 en volgende van dit besluit.

#### HOOFDSTUK 3. — *Verdeling van de musea in categorieën*

**Art. 5.** Om in de categorie C geklasseerd te worden, moeten de musea aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

1° de coherentie van de beheerde collectie ontwikkelen en voor haar blijvende bewaring zorgen;

2° een evenwicht van de museale functies voorstellen, dat vastgesteld wordt volgens het onderzoek van de museale criteria binnen het driejaarlijkse plan;

3° een beleid voor het beheer van de collecties voorstellen met de wetenschappelijke en culturele doeleinden, de wijze van verzameling van de stukken, het deel van de collectie dat het eigendom is van het museum, de verschillende overheden en de andere mogelijke deposanten, de procedure voor de controle van de bewaringsstaat van de stukken tijdens hun beweging alsook het personeel, de lokalen, de voortgezette opleidingen en de begroting bestemd voor deze opleidingsopdrachten;

4° met de computergestuurde inventaris te zijn begonnen van ten minste 20 % van de representatieve stukken van het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap die sinds 1 januari 2003 binnen de permanente collectie zijn gekomen, alsook van de stukken die het eigendom zijn van het museum en die bestemd zijn voor het programma voor tentoonstelling, en het percentage van de uitvoering van het computergestuurde inventarisatieprogramma, gedetailleerd jaar per jaar, om de drie jaar voorstellen;

5° deelnemen, voor zover dit mogelijk is, aan de totstandkoming van het netwerk van de computergestuurde inventarissen;

6° een gids gebruiken voor het beheer van de risico's (veiligheid, bewaring, bescherming, anti-diefstal systeem, brand, vandalisme, enz.) en het overzicht van de procedures die aangepast zijn aan de aard van de collecties die door het betrokken personeel moeten worden uitgevoerd;

7° over aparte en gepaste lokalen beschikken voor technische en educatieve technieken, de technieken voor het onthaal van het publiek, alsook over de infrastructuur en lokalen bedoeld in de arbeidsregelgevingen;

8° over collecties beschikken in de lokalen voor de tentoonstelling of de bewaring die voldoen aan de normen bepaald door de Internationale Raad voor Musea (ICOM) en accreditaties toekennen voor de toegang tot reserves;

9° partnerschappen formaliseren met de instellingen die werken op de culturele, educatieve, sociale, economische of toeristische vlakken;

10° culturele en/of pedagogische activiteiten organiseren die aangepast zijn aan het geheel van het publiek, in het bijzonder aan een sociaal en cultureel uiteenlopend publiek;

11° stukken bezitten en/of behouden met een wetenschappelijke waarde die geklasseerd mogen worden door de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4 en volgende;

12° ten minste één publicatie tijdens drie jaar tonen van de overeenkomst in papieren formaat of in digitaal formaat met ten minste artikelen die de collecties en/of de educatieve en pedagogische brochures gebonden aan de permanente en voorlopige activiteiten van het museum herwaarderen;

13° een driejaarlijks tentoonstellingsbeleid voeren;

14° een programma voor pedagogische activiteiten voorstellen;

15° over een personeel beschikken dat onder andere samengesteld is uit een directeur of een bewaarder met een diploma van het hoger onderwijs. Wanneer de directeur of de bewaarder de persoon is die een beleid over een gedocumenteerde collectie heeft gevoerd die tot de oprichting van het museum aanleiding heeft gegeven, kan de verplichting om een diploma te behalen opgeheven worden door de Minister;

16° 250 dagen per jaar voor het publiek toegankelijk zijn overeenkomstig artikel 8, eerste lid, 5° van het decreet. Een afwijking kan worden verleend bij noodzaak met het oog op het behoud of de optimalisering van de museale functies of bij overmacht.

**Art. 6.** Om in de categorie B geklasseerd te worden moeten de musea aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1° tot 9° beantwoorden onverminderd de volgende voorwaarden :

1° de computergestuurde inventaris van de collecties te hebben opgemaakt en een prioriteit inzake de inventarisatie van de stukken te hebben bepaald;

2° een driejaarlijks programma voor het onderzoek en de studie organiseren, dat open staat voor externe onderzoekers, met daarin de deelname aan nationale of internationale onderzoekspolen die in verband staan met de universiteiten en de onderzoeksinstituten;

3° over een documentatiecentrum beschikken dat ten minste 3 dagen per week voor het publiek toegankelijk is;

4° de grootste stukken bezitten voor zover ze ten minste aan twee criteria beantwoorden van de klassering van artikel 4, vierde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

5° deelnemen aan de netwerkstelling van acties en uitwisselingen binnen de musea alsook aan de samenwerking met instellingen die werken op de culturele, educatieve, sociale, economische en toeristische vlakken;

6° een publicatie per jaar tonen in papieren formaat of in digitaal formaat met ten minste artikelen die de collecties en de pedagogische hulpmiddelen gebonden aan permanente en voorlopige activiteiten van het museum herwaarderen;

7° een tentoonstellingsbeleid voeren, houdende de organisatie of het onthaal van twee tentoonstellingen tijdens de driejaarlijkse periode alsook het voorleggen van de desbetreffende documentatie in papieren formaat of in digitaal formaat;

8° een structuur ontwikkelen die belast is met het opmaken van een pedagogisch programma;

9° over een communicatiebeleid beschikken dat ten minste tweetalig is en gericht is op een sociaal en cultureel uiteenlopend publiek en diverse informatiemiddelen optimaal gebruiken;

10° over een personeel beschikken met onder andere een voltijdse directeur of bewaarder en een verantwoordelijke van de educatieve dienst met een diploma van het hoger onderwijs. Wanneer de directeur of de bewaarder de persoon is die een beleid gevoerd heeft inzake de gedocumenteerde verzameling dat aanleiding heeft gegeven tot de oprichting van het museum, kan de verplichting om een diploma te behalen opgeheven worden door de Minister.

Het organigram van het personeel moet voor elk lid het volgende detailleren : statuut, opdrachten, kwalificatie, bijkomende opleidingen, opleidingen gevolgd sinds de inwerkingtreding van het decreet alsook het opleidingsbeleid bepaald door de instelling;

11° 300 dagen per jaar toegankelijk zijn overeenkomstig artikel 8, eerste lid, 5° van het decreet. Een afwijking kan worden toegestaan voor het behoud of de optimalisering van de museale functies of bij overmacht.

**Art. 7.** Om in de categorie A geklasseerd te worden moeten de musea aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5, eerste lid, 1° tot 11° en 6, eerste lid, 3° en 8° beantwoorden onverminderd de volgende voorwaarden :

1° roerende goederen met een uitzonderlijke waarde bezitten en/of bewaren voor zover ze ten minste aan drie criteria voor de klassering beantwoorden, zoals bedoeld in artikel 4, vierde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap en/of schatten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, *b*, van hetzelfde decreet;

2° een proactief publicatiebeleid voeren voor de herwaardering van de collecties in wetenschappelijke tijdschriften;

3° elk jaar initiatieven nemen voor de netwerkstelling van acties en uitwisselingen tussen musea en de samenwerking en de deelname aan polen die betrekking hebben tot de culturele, educatieve, sociale, economische en toeristische vlakken tot stand brengen;

4° ten minste twee werken per jaar afleveren in papieren formaat of in digitaal formaat alsook pedagogische hulpmiddelen gebonden aan de permanente en voorlopige activiteiten van de instelling;

5° een driejaarlijks tentoonstellingsbeleid bepalen met ten minste de jaarlijkse organisatie van een tentoonstelling en het onthaal van een tentoonstelling alsook de publicatie van catalogussen in papieren of digitaal formaat met meertalige samenvattingen en overeenstemmende pedagogische dossiers;

6° over een meertalig communicatiebeleid beschikken door het geheel van de informatiemiddelen optimaal te gebruiken;

7° over een personeel beschikken met onder andere een directeur of een bewaarder die houder is van een licentie of een master en die voltijds aangeworven werd alsook een verantwoordelijke van de educatieve dienst met een diploma van het hoger onderwijs. Wanneer de directeur of de bewaarder de persoon is die het beleid inzake de gedocumenteerde verzameling gevoerd heeft dat aanleiding heeft gegeven tot de oprichting van het museum, kan de voorwaarde inzake diploma door de Minister opgeheven worden;

8° tijdens het hele jaar, 6 dagen per week toegankelijk zijn voor het publiek, zaterdag en zondag inbegrepen. Een of meer geplande sluitingen met een totaal van 15 dagen worden toegelaten. Een afwijking kan worden toegestaan voor het behoud of de optimalisering van de museale functies of bij overmacht.

#### HOOFDSTUK 4. — *De toekenning van subsidies*

##### *Afdeling 1. — Jaarlijkse subsidies aan erkende musea*

**Art. 8.** Overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van het decreet kent de Minister aan het erkende museum een jaarlijkse subsidie in functie van de categorie waarin het geklasseerd wordt en van de eigen inkomsten.

De subsidie wordt toegekend vanaf het kalenderjaar dat volgt op het jaar waarin de Minister zijn beslissing tot erkenning meegedeeld heeft.

Een overeenkomst waarvan de termijn samenvalt met de vervalddag van de erkenning bepaalt de secundaire nadere regels of de nadere regels voor de details ten opzichte van de besluiten tot toekenning van de subsidie.

**Art. 9.** § 1. De schaal van de subsidies gebonden aan de categorieën bedoeld in de artikelen 5 tot 7 van dit besluit wordt vastgesteld als volgt :

- 1° In categorie C : van 5.000 tot 69.999 euro;
- 2° In categorie B : van 70.000 tot 249.999 euro;
- 3° In categorie A : van 250.000 tot 500.000 euro;

§ 2. De toegekende subsidies kunnen jaarlijks verhoogd worden op basis van het gemiddelde indexcijfer voor consumptieprijzen en volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{BASISSUBSIDIE} \times \text{NIEUW INDEXCIJFER}}{\text{BEGININDEXCIJFER}}$$

De basissubsidie is deze die oorspronkelijk werd toegekend. Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer van de maand die voorafgaat aan de datum van het afsluiten van de overeenkomst bedoeld in artikel 8, tweede lid, van dit besluit. Het beginindexcijfer is het indexcijfer van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van de overeenkomst.

*Afdeling 2.* — Subsidies aan erkende museale instellingen die permanente activiteiten uitoefenen voor de bewaring of de herwaardering van hun patrimonium

**Art. 10.** § 1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten kan de Minister de erkende museale instellingen een subsidie toekennen die 40 % bedraagt van hun uitgaven betreffende de permanente activiteiten inzake de bewaring of de herwaardering van hun patrimonium.

De uitgaven van het personeel van de erkende museale instellingen worden niet in aanmerking genomen in de berekening van deze subsidie die op hoogstens 15000 euro vastgesteld wordt.

§ 2. Om de subsidie bedoeld in § 1 te genieten moet de erkende museale instelling :

- a) over een bewaringsplan beschikken;
- b) over een toewijzingsplan voor het personeel en de lokalen beschikken;
- c) 250 dagen per jaar toegankelijk zijn;
- d) over een plan beschikken voor de samenwerking met de museale instellingen en de erkende musea;

**Art. 11.** § 1. De aanvraag om deze subsidie kan elk jaar, hoogstens op 30 juni ingediend worden.

De erkende museale instelling dient haar aanvraag bij het Bestuur in.

Het dossier van de aanvraag omvat de stukken die bewijzen dat aan de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 2 voldaan wordt.

Het Bestuur deelt, binnen de 30 dagen na de ontvangst van de aanvraag, de aanvrager mee dat de aanvraag om subsidie ontvankelijk is. In voorkomend geval, vermeldt het de ontbrekende stukken van het dossier.

§ 2. De Raad brengt een advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector.

§ 3. De Minister deelt zijn beslissing en het advies van de Raad aan de aanvrager mee en dit, per aangetekende brief, binnen de 60 dagen na de ontvangst van het door de Raad uitgebrachte advies.

*Afdeling 3.* — Subsidies aan associatieve bewegingen die optreden in het belang van de musea en andere museale instellingen

**Art. 12.** § 1. De associatieve bewegingen kunnen een subsidie van hoogstens 10.000 euro genieten indien :

- ze opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;
- ze over een uitvoerig project beschikken waarvan het doel het inzamelen van geld is voor de verwerving van stukken met hoge waarde voor musea of erkende museale instellingen of de restauratie van de grootste stukken die door een museum of een museale instelling worden bewaard of bezeten.

De subsidie kan tot 60 % van de kosten dekken die voorzien werden voor de verwerving of de restauratie binnen de perken van de budgettaire kredieten.

§ 2. De Minister spreekt zich uit over de aanvraag om subsidie volgens de procedure bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

De aanvrager voegt zijn project en zijn statuten bij de aanvraag om subsidie. Hij deelt ook elk bijkomend stuk aan zijn project mee indien het Bestuur erom vraagt na ontvangst van het dossier.

*Afdeling 4.* — Subsidies voor de oprichting van een museum of een museale instelling bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet — Subsidies die een instelling toelaten zich te schikken naar de vereisten om erkend te worden als museum of museale instelling

**Art. 13.** § 1. Om een subsidie te genieten voor de oprichting van een museum of een museale instelling bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet of om een instelling toe te laten zich te schikken naar de vereisten om erkend te worden als museum moet de aanvrager :

- a) een collectie bezitten met een wetenschappelijke of culturele waarde voor de Franse Gemeenschap met eventueel één of meer roerende goederen die geklasseerd kunnen worden als schat overeenkomstig het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4 en volgende;
- b) over ten minste een personeelslid beschikken dat een ervaring bewijst in het beheer van de collecties en dat houder is van een diploma van het hoger onderwijs;
- c) een plan opstellen voor de oprichting of de overeenstemming;
- d) een driejaarlijks plan opmaken voor de ontwikkeling van de museale functies bedoeld in het decreet.

Deze subsidie wordt toegekend volgens de nadere regels bedoeld in het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten.



§ 2. De Minister spreekt zicht uit over de aanvraag om subsidie volgens de procedure bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

De aanvrager voegt bij zijn aanvraag om subsidie de stukken die bewijzen dat aan de voorwaarden bedoeld in artikel 13, § 1, van dit besluit voldaan wordt.

HOOFDSTUK 5. — *Schorsing van de uitbetaling van de subsidies en intrekking van de erkenning*

**Art. 14.** De erkende museale instellingen en musea bezorgen, op de eerste aanvraag, de bewijsstukken die hen worden aangevraagd door het Bestuur om na te kijken of de bepalingen van het decreet en van dit besluit nageleefd worden. Ze ontvangen de ambtenaren van het bestuur die in hun lokalen gestuurd worden om alles na te kijken.

Het Bestuur bezorgt de Minister een verslag waarin ernstige en bewezen tekortkomingen, alsook een nalatigheid of een handeling in strijd met de bescherming van het patrimonium vastgesteld werden. Het voegt bij dit verslag een voorstel tot sanctie, zoals bedoeld in artikel 12 van het decreet.

De Minister deelt, per aangetekende brief, het voorstel tot sanctie aan de museale instelling of aan het museum mee. Ten vroegste 15 dagen en uiterlijk 30 dagen na deze mededeling, indien hij erom vraagt, wordt de vertegenwoordiger van de museale instelling of het museum door de Minister of zijn afgevaardigde verhoord.

De Minister bezorgt het dossier voor advies aan de Raad hoogstens 15 dagen na het verhoor. Het dossier omvat : het verslag en het voorstel tot sanctie van het Bestuur, een verslag van het verhoor en de bijkomende stukken die eventueel bezorgd werden door de vertegenwoordiger van de museale instelling of het museum gedurende dat verhoor.

De Raad brengt een met redenen omkleed advies aan de Minister uit, binnen een termijn van 90 dagen na de aanhangigmaking.

De Minister deelt zijn beslissing en het advies van de Raad mee aan de museale instelling of aan het betrokken museum en dit, per aangetekende brief binnen de 60 dagen na de ontvangst van het door de Raad uitgebrachte advies.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 16.** De Minister van Cultuur wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 1116

[2007/200576]

**22 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant un complément de périodes supplémentaires pour l'année scolaire 2006-2007 aux implantations bénéficiaires de discriminations positives, en application de l'article 9 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 9;

Vu le décret du 16 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2006 octroyant des périodes supplémentaires pour l'année scolaire 2006-2007 aux implantations bénéficiaires de discriminations positives et aux implantations sortantes, en application de l'article 9 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2006;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant de quatre cent quarante-six mille deux cent euros (446.200,00 EUR) à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01 du programme d'activité 90 de la division organique 51 pour l'exercice 2006 et à charge des crédits inscrits aux allocations de base 11.03.62, 43.01.63 et 44.01.64 de la DO 51, est affecté à un complément de 307 périodes.

**Art. 2.** La répartition de ces périodes figure en annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

**Art. 4.** La Ministre-Présidente qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
La Ministre-Présidente,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA